

**N° DP 24/655**

## **DECISION DU PRESIDENT**

### **CONVENTION D'OCCUPATION TEMPORAIRE DU DOMAINE PUBLIC METROPOLITAIN KIOSQUE EST A LA SEYNE-SUR-MER PARC FERNAND BRAUDEL**

#### **Le Président de la Métropole**

**VU** le Code Général des Collectivités Territoriales,

**VU** le Code Général de la Propriété des Personnes Publiques,

**VU** le décret n°2017-1758 en date du 26 décembre 2017 portant création de la Métropole Toulon Provence Méditerranée,

**VU** la délibération n°23/05/078 du 4 mai 2023 portant délégations au Président et au Bureau,

**VU** le projet de convention de mise à disposition ci-annexé,

**CONSIDERANT** que la Métropole Toulon Provence Méditerranée est propriétaire du kiosque Est, d'une superficie d'environ 10,5 m<sup>2</sup>, sis à La Seyne-sur-Mer (83500), Parc Fernand Braudel, cadastré section BW n°80,

**CONSIDERANT** que par courrier en date du 23 mai 2024, la Commune de La Seyne-sur-Mer a sollicité la Métropole pour la mise à disposition du kiosque afin de répondre à un besoin de stockage dans le cadre de la mise en place d'un bassin flottant dédié à la continuité de l'apprentissage de la natation pour les enfants scolarisés sur le territoire seynois,

**CONSIDERANT** que dans le cadre de ce projet, et afin de répondre à un besoin de stockage de matériel pédagogique nécessaire à l'apprentissage de la natation, la Métropole a répondu favorablement à cette demande par courrier du 07 juin 2024,

**CONSIDERANT** qu'eu égard à l'intérêt général des activités pour lesquelles la mise à disposition est consentie, à savoir répondre à un besoin de stockage de matériel pédagogique nécessaire à l'apprentissage de la natation pour les enfants scolarisés sur le territoire seynois, la présente convention est consentie à titre gratuit pour une durée de 12 ans,

## **D E C I D E**

### **ARTICLE 1**

**DE SIGNER** la convention de mise à disposition du kiosque Est, d'une superficie d'environ 10,5 m<sup>2</sup>, sis à La Seyne-sur-Mer (83500), Parc Fernand Braudel, cadastré section BW n°80, consentie à titre gratuit à la Commune de La Seyne-sur-Mer pour une durée de 12 ans.

## **ARTICLE 2**

**DE DIRE** que cette décision est sans incidence financière.

La présente Décision sera

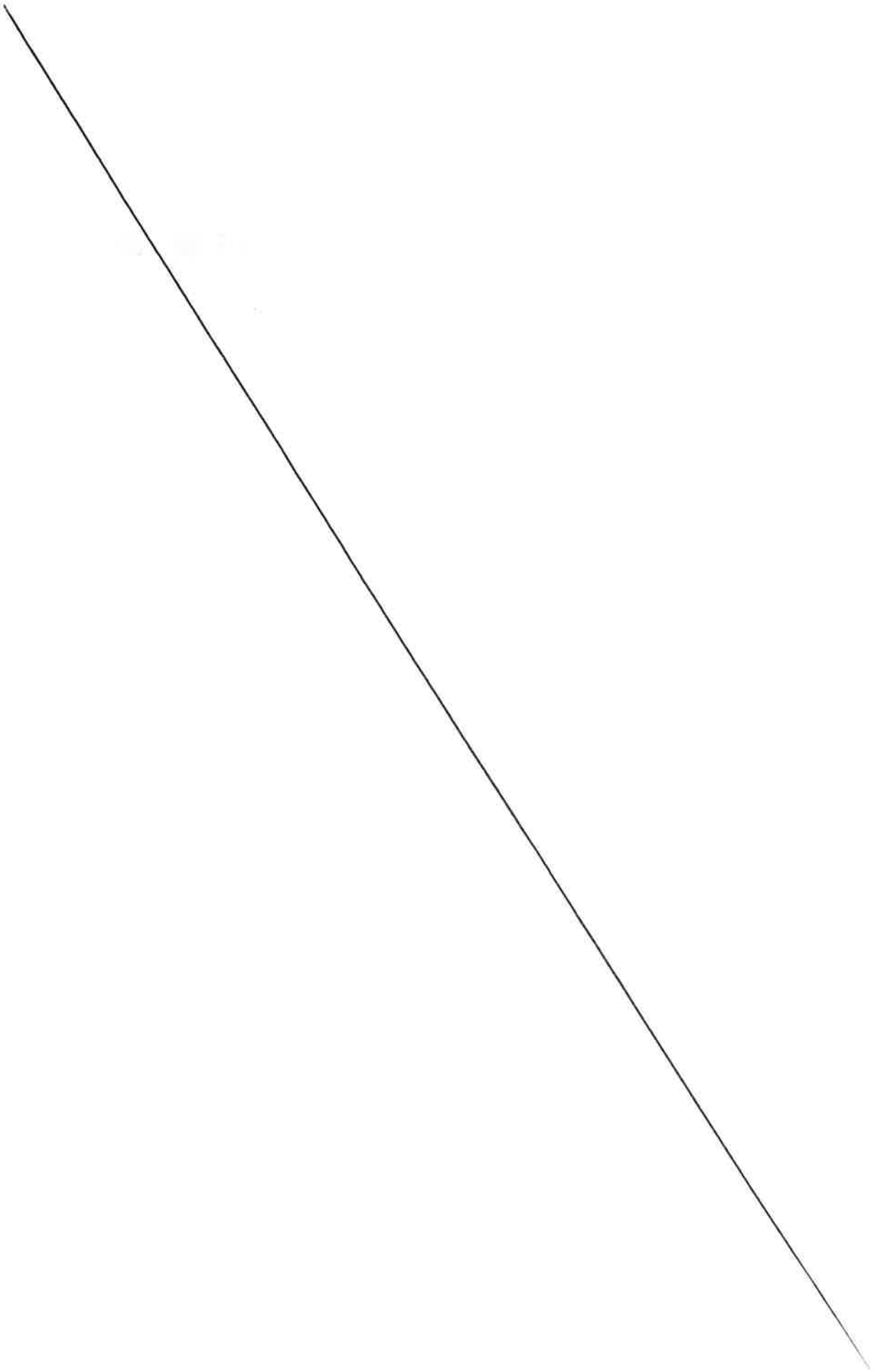
- transmise à Monsieur le Préfet
- reproduite sur le Registre ouvert à cet effet
- affiché sur les panneaux destinés à cet effet
- communiquée sous forme de donner acte du Conseil Métropolitain lors de sa prochaine séance

Fait à Toulon, le **16 JUL. 2024**

Jean-Pierre GIRAN

Président de la Métropole  
Toulon Provence Méditerranée





**CONVENTION D'OCCUPATION TEMPORAIRE DU  
DOMAINE PUBLIC METROPOLITAIN CONSENTIE  
A LA COMMUNE DE LA SEYNE SUR MER  
RELATIVE AU KIOSQUE EST  
PARC FERNAND BRAUDEL**

**Entre**

**La Métropole Toulon Provence Méditerranée**, ayant son siège à Toulon, 107, bd Henri Fabre, CS 30536, 83041 Toulon Cedex, représentée par son Président, Jean Pierre GIRAN, agissant en vertu de la décision n°

Ci-après dénommée « la Métropole »,

**D'une part**

**ET**

**La Commune de La Seyne-sur-Mer**, domiciliée 20 Quai Saturnin Fabre, CS 60226, 83507 La Seyne-sur-Mer Cedex, représentée par son Maire en exercice, Madame Nathalie BICAIS, agissant en vertu

Ci-après dénommé « la Commune »,

**D'autre part**

## **EXPOSE PRÉALABLE**

La Métropole Toulon Provence Méditerranée est propriétaire du kiosque Est, sis à La Seyne-sur-Mer (83500), Parc Fernand Braudel, cadastré section BW n°80. Le kiosque était précédemment affecté à une activité de vente de produits alimentaires sans confection (glaces, milk-shakes, confiseries, pâtisseries, bonbons, boissons, etc.) jusqu'au départ de l'exploitante le 23 mai 2024.

Par courrier en date du 23 mai 2024, la Commune de La Seyne-sur-Mer a sollicité la Métropole pour la mise à disposition du kiosque afin de répondre à un besoin de stockage dans le cadre de la mise en place d'un bassin flottant dédié à la continuité de l'apprentissage de la natation pour les enfants scolarisés sur le territoire seynois.

Dans le cadre de ce projet, et afin de répondre à un besoin de stockage de matériel pédagogique nécessaire à l'apprentissage de la natation, la Métropole a répondu favorablement à cette demande par courrier du 07 juin 2024.

**Ceci exposé, il est convenu ce qui suit :**

### **ARTICLE 1 – OBJET**

La Commune de La Seyne-sur-Mer est autorisée en vue du stockage de matériel pédagogique nécessaire à l'apprentissage de la natation à occuper le kiosque Est :

- Localisation : Entrée Est du Parc Fernand Braudel à proximité du boulodrome,
- Superficie utile : local de 10,5 m<sup>2</sup> (2,33 x 4,50 m),
- Parois extérieures : Murs et toiture en maçonnerie, façade en clins de bois exotique,
- Ouvertures : Volet bois basculant horizontalement (4,5 m de long x 1,3 m de hauteur) en deux parties sur la façade principale Est, latte d'iroko de 28 mm posées horizontalement à clins,
- Accès au local : Porte métallique revêtue du même bardage bois (2,1 m x 0,8 m) sur la façade sud,
- Sol : carrelage.

Cette occupation, conférée à titre personnel, ne saurait être modifiée (par adjonction, substitution ou autre) sans accord exprès, écrit, de la Métropole.

### **ARTICLE 2 – DURÉE**

La présente convention est consentie pour une durée d'un an, renouvelable par tacite reconduction, à compter de sa prise d'effet, sans pouvoir excéder 12 ans. Elle est consentie à titre précaire et révocable. Elle prendra effet à compter de sa notification.

### **ARTICLE 3 – CLAUSES FINANCIERES**

#### **Redevance d'occupation :**

Eu égard à l'intérêt général des activités pour lesquelles la mise à disposition est consentie, à savoir le stockage de matériel pédagogique dédié à l'apprentissage de la natation pour les enfants scolarisés dans la Commune de La Seyne-sur-Mer, la présente convention est consentie à titre gratuit.

#### **Charges locatives :**

La Commune fera son affaire personnelle de la souscription des contrats (branchements, consommation, abonnement) d'électricité, d'eau, et de maintenances diverses liées au fonctionnement des équipements et matériels nécessaires à son activité.

Elle fera également son affaire personnelle du nettoyage des locaux mis à sa disposition.

#### **Impôts**

La Commune devra seule supporter la charge de tous impôts et notamment la taxe foncière et d'enlèvement des ordures ménagères auxquels sont actuellement ou pourraient éventuellement être assujettis terrains, aménagements ou installations quelles qu'en soient la nature ou l'importance et qui seraient exploités en vertu de la présente convention.

### **ARTICLE 4 – DROITS ET OBLIGATIONS**

La présente convention est conclue sous le régime des occupations du domaine public non constitutives de droits réels. Elle est donc régie par les seules règles du droit administratif, notamment des dispositions du Code Général de la Propriété des Personnes Publiques.

Elle est conférée à titre précaire et révocable. La Commune ne pourra en aucune manière, et sur quelque fondement juridique que ce soit se prévaloir d'un droit au maintien dans les lieux ou au renouvellement de la présente convention.

La présente convention ne confère à la Commune, qui le reconnaît expressément, aucun des droits ou avantages reconnus au locataire d'immeubles à usage commercial, industriel ou artisanal.

La présente convention est conclue *intuitu personæ*. La Commune occupera elle-même l'emprise concernée qui ne peut, en aucun cas, être cédée, sous louée à un tiers, faire l'objet d'un prêt, ou plus généralement être donnée en jouissance totale ou partielle à un tiers sous quelque forme que ce soit. La Commune pourra toutefois, sous son contrôle et sa seule responsabilité, permettre un accès au kiosque à toute personne physique ou morale destinée à intervenir dans le cadre des activités nautiques du bassin flottant.

L'occupation se fera dans des conditions de nature à ne troubler ni l'ordre public ni la quiétude du voisinage.

Tout affichage ou publicité sur les installations ou sur le domaine public occupé sont strictement interdits.

La Commune occupe à ses risques et périls le local, objet de la présente. Elle est responsable à l'égard des tiers des dommages causés par elle-même, ses agents ou ses installations.

La Métropole TPM décline toute responsabilité concernant les actes de malveillance, ou des dommages subis par la Commune du fait des dégâts causés par des événements naturels et climatiques.

La Métropole TPM pourra néanmoins exiger la fermeture temporaire en cas de force majeure, événement exceptionnel ou en cas de contraintes de sécurité imposées par les services de l'État, sans que la Commune puisse exiger de la Métropole TPM le versement d'une indemnité.

## **ARTICLE 5 – JOUISSANCE DES LIEUX ET ETAT DES LIEUX**

### **5-1 : Jouissance des lieux**

La Commune prend les lieux, installations, dépendances dans l'état où ils se trouvent au moment de l'entrée dans les lieux.

Elle ne sera pas admise à réclamer des indemnités quelconques, sous quelque prétexte que ce soit (erreurs, omission, défaut de désignation, vice caché, mauvais état du sol, sous-sol...). Elle ne devra ni modifier la distribution des lieux, ni effectuer ou autoriser construction ou démolition, ni percer des murs ou cloisons sans autorisation préalable et écrite de la Métropole.

La Commune et ses entrepreneurs seront tenus de respecter les consignes qui leur seront données par les services compétents de la Métropole Toulon Provence Méditerranée pour le fonctionnement des chantiers et le respect des règles de sécurité.

### **5-2 : Etat des lieux**

Le kiosque est mis à disposition vide, les parties reconnaissent avoir renoncé à l'établissement d'un état des lieux d'entrée en raison de la prise de possession anticipée des lieux par le preneur. Les photos du kiosque annexées à la présente convention rendent compte de l'état du kiosque à la remise des clefs le 27 juin 2024.

En fin d'occupation, un procès-verbal de constat sera dressé de manière contradictoire. La comparaison des états des lieux initiaux, complémentaires et de départ servira de base à la détermination et au coût des travaux de réfection qui seront à la charge de la Commune, chaque fois que les dégradations ne résulteront pas de la vétusté ou de l'utilisation normale des lieux.



## **ARTICLE 6 – AMENAGEMENT**

Le kiosque est mis à disposition en l'état. La Commune s'engage à réaliser à sa charge tous les travaux nécessités par l'occupation du kiosque conformément à la réglementation en vigueur, notamment au regard des règles d'urbanisme, de sécurité et d'hygiène, y compris en cas d'évolution de la législation applicable et les travaux requis par l'administration.

## **ARTICLE 7 – TRAVAUX**

La fourniture, la mise en place et le démontage du matériel sont à la charge de la Commune qui en aura également l'entretien et en assurera la responsabilité. Elle s'oblige à faire procéder à ses frais à tous les contrôles et vérifications, notamment en matière de sécurité des installations, de telle manière que leur utilisation soit compatible avec leur destination définie précédemment.

En dehors des travaux de maintenance ordinaire, la Commune ne peut ni procéder à des constructions, installations ou aménagements à caractère immobilier, autres que ceux mentionnés énoncés ci-dessus ni modifier, ni transformer les lieux attribués, sans le consentement préalable et écrit de la Métropole, sans préjudice des autres autorisations éventuellement nécessaires.

Aucune adjonction d'annexe attenante ou non au kiosque n'est autorisée.

Aucun nouveau traitement de façade ne sera admis, la décoloration naturelle du bois est voulue, elle ne devra pas être modifiée.

Toute modification extérieure est prohibée, sauf en cas d'accord écrit de la Métropole TPM.

## **ARTICLE 8 – ASSURANCES**

La Commune fournira dès son **entrée dans les lieux et chaque année, au plus tard le 31 juillet**, les diverses polices d'assurance à jour et la preuve du règlement des primes afférentes.

### **8-1 : Polices d'assurances**

La Commune devra s'assurer auprès d'une compagnie notoirement solvable au titre de sa responsabilité civile, mais également contre tous les risques locatifs, notamment recours des voisins, dégâts des eaux, bris de glace, explosions, incendie.

La Commune est tenue d'assurer elle-même directement tous agencements de matériels et objets mobiliers pouvant lui appartenir, de même que tous objets y compris les mobiliers appartenant à ses agents ou à des tiers et se trouvant ou pouvant se trouver dans les locaux, dépendances et terre-pleins attribués.

## 8-2 : Sinistre

En cas de sinistre, la Commune aura l'obligation d'entreprendre sous trois mois après sinistre, réparation des dommages ou reconstitution du bien et d'y affecter toutes les sommes reçues en vertu des polices d'assurance contractées. Passé ce délai, ou si après avoir entrepris les travaux, la Commune ne les poursuit pas avec diligence, la Métropole sera fondée à prononcer la résiliation de la présente convention.

## 8-3 : Indemnisation

Sauf manquement à ses obligations contractuelles, la Métropole Toulon Provence Méditerranée ne pourra en aucun cas être inquiétée au sujet d'un accident ou d'un dommage quelconque survenu au cours de l'occupation accordée par la présente convention.

La Métropole ne pourra en aucun cas et à aucun titre, être tenue pour responsable des dégradations, vols, ou détournements dont la Commune pourrait être victime dans les locaux loués.

## **ARTICLE 9 : PRESCRIPTIONS PARTICULIERES**

La Commune devra :

- laisser à tout moment, et à chaque fois qu'il sera nécessaire, le libre accès aux services de la Métropole TPM ou à toute personne ou société mandatée par le représentant de la Métropole TPM, afin de vérifier l'état des locaux mis à disposition, ou pour s'assurer que les clauses et conditions de la présente sont respectées,
- supporter sans indemnités les gênes qui pourraient résulter de certains travaux sur la Dépendance Publique Métropolitaine et ce quel que soit la durée,
- se conformer à la législation notamment en matière d'hygiène, de sécurité, d'accessibilité ainsi qu'aux directives qui pourront lui être données à tout moment notamment par le représentant de la Métropole TPM ou ses services.
- signaler à la Métropole TPM toute anomalie, ainsi que tout dysfonctionnement.

La Métropole TPM pourra demander tous les justificatifs qu'elle jugera utile afin de s'assurer de la bonne exécution de la présente.

## **ARTICLE 10 – RESPONSABILITÉ DE LA COMMUNE**

La Commune :

- est responsable civilement et pénalement de tous les contentieux résultant de ses agissements. A ce titre, elle est tenue de s'assurer au titre de la Responsabilité Civile du propriétaire pour toutes les conséquences pouvant résulter de ses activités,
- est responsable de la totalité des équipements, constructions et occupations diverses installés dans l'emprise du domaine mis à sa disposition. Elle est tenue de respecter toutes les réglementations relatives à ces installations.
- déclare expressément renoncer à tout recours de quelque nature que ce soit envers la Métropole Toulon Provence Méditerranée.

## **ARTICLE 11 – EXECUTION DE TRAVAUX PAR LA METROPOLE**

Dans le cas où des travaux sont décidés, soit pour permettre l'aménagement des abords de l'espace mis à disposition, soit pour tout autre motif d'intérêt général, la Métropole Toulon Provence Méditerranée se réserve le droit de les faire exécuter si besoin est. Dans ces éventualités, la Commune ne peut s'opposer à l'exécution des travaux, ni prétendre à aucune indemnité ni réduction de redevances pour pertes, dommages, troubles de la jouissance, préjudices commerciaux.

## **ARTICLE 12 – RENOUELEMENT**

La présente autorisation, **de caractère précaire et révocable**, ne saurait faire l'objet d'aucun renouvellement systématique, y compris par tacite reconduction à l'issue de la durée indiquée à l'article 2.

Aucun renouvellement ultérieur ne sera consenti à un Occupant d'une autorisation d'occupation temporaire ayant fait l'objet d'une révocation ou d'une résiliation.

## **ARTICLE 13 – CESSATION**

Toute cessation devra être signalée à la Métropole Toulon Provence Méditerranée. La Commune sera alors tenue de demander la résiliation de la présente convention.

La cessation de l'occupation implique obligatoirement le rétablissement des lieux en leur état initial par les soins et aux frais de la Commune (dépose, enlèvement, stockage et nettoyage). A défaut d'exécution, la Métropole Toulon Provence Méditerranée est habilitée à se substituer à elle et à ses frais.

### **1°/ La cessation à l'initiative de la Commune**

A la demande de la Commune, la cessation intervient sur simple notification par lettre recommandée avec accusé de réception acceptée par la Métropole, sous réserve de respecter un préavis de six mois.

### **2°/ La cessation à l'initiative de la Métropole**

La Métropole Toulon Provence Méditerranée peut procéder à la résiliation de la présente convention d'occupation temporaire pour défaut d'exécution des obligations de la Commune, notamment le non-respect ou inobservation des obligations énoncées ci-dessus.

Cette résiliation intervient sur simple notification par lettre recommandée avec accusé de réception, sans aucune formalité judiciaire, ni indemnité. Elle est immédiate et ne préjuge pas des éventuelles poursuites contentieuses.

La Métropole Toulon Provence Méditerranée peut procéder à la résiliation de la présente convention d'occupation temporaire pour cause d'intérêt général. Ce retrait intervient sur simple notification par lettre recommandée, avec accusé de réception, sans aucune formalité judiciaire, ni indemnité.

## **ARTICLE 14 – RECOURS**

La présente convention peut faire l'objet soit d'un recours administratif devant Monsieur le Président de la Métropole Toulon Provence Méditerranée, soit d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Toulon, dans un délai de deux mois à compter de sa notification.

## **ARTICLE 15 – INFORMATIQUE ET LIBERTES**

Les informations recueillies par le mandataire dans le cadre de la présente convention font l'objet d'un traitement informatique nécessaire à l'exécution des missions confiées à la Métropole par la présente convention. Conformément à la loi informatique et libertés du 6 janvier 1978 modifiée, les parties bénéficient d'un droit d'accès, de rectification et de suppression des informations qui les concernent. Pour exercer ces droits, les parties peuvent s'adresser à la Métropole, aux coordonnées précitées.

Fait à Toulon, le

Le Maire de La Seyne-sur-Mer,

Le Président de la Métropole Toulon  
Provence Méditerranée,

Nathalie BICAIS

Jean Pierre GIRAN

















La Seyne-sur-Mer, le 23 MAI 2024

Direction Générale Adjointe des Services  
Cadre de vie et Ville Durable  
Pôle Immobilier et Domaine Public Communal  
Direction Gestion Immobilière et Occupation de l'Espace Public  
Service Gestion Locative et Assurances  
N/Réf. : CVVD/IDPC/GIOEP/n°81-24/OB-VVB-CRA-CG  
Affaire suivie par : Camille GOULIN  
04.94.06.93.02 – patrimoine@la-seyne.fr

Monsieur Jean-Pierre GIRAN  
Président de la Métropole  
Toulon Provence Méditerranée  
Hôtel de la Métropole  
107 Boulevard Henri Fabre – CS 30536  
83041 TOULON Cedex 09

**Objet:** Mise à disposition du Kiosque Est - sis Parc Braudel – 83500 La Seyne-sur-Mer.

Monsieur le Président,

Je fais suite aux différents échanges entre nos services, au sujet de l'utilisation du kiosque « Est », sis Parc Fernand Braudel à La Seyne-sur-Mer.

En effet, dans le cadre de la mise en place d'un bassin flottant dédié à la continuité de l'apprentissage de la natation aux enfants scolarisés sur le territoire Seynois et compte-tenu des besoins en espace de stockage, je sollicite de votre haute bienveillance la mise à disposition du kiosque « Est », sis Parc Braudel.

Idéalement situé, le kiosque présente une utilité certaine afin de stocker du matériel pédagogique nécessaire à l'apprentissage de la natation (tapis, rack de rangement d'une centaine de combinaisons, une cuve pour rincer le matériel, ainsi que du matériel de secours...)

Je vous remercie bien vivement par avance pour votre collaboration.

Je vous prie de croire, Monsieur le Président, à l'assurance de ma parfaite considération.

Nathalie BICAIS

Maire de La Seyne-sur-Mer  
Vice-Président de la Métropole  
Toulon Provence Méditerranée  
Conseiller Départemental du Var





Toulon, le 07/06/2024

**Jean Pierre GIRAN**  
Président de la Métropole  
Toulon Provence Méditerranée

A

**Direction Générale des Services**

Valérie PAECHT  
Directeur Général des Services

**Directeur Général Adjoint Finances et  
Moyens**

Claude WEISSE

Affaire suivie par :  
Florian LECLERE  
[fleclere@metropoletpm.fr](mailto:fleclere@metropoletpm.fr)  
04.94.03.97.58

**N/Réf :** JPG/VP/CW/CH/SB/FL/2024 n° 476  
**LRAR :** 1A20881221334

**OBJET :** Mise à disposition du kiosque Est – Parc Fernand Braudel

Madame Nathalie BICAIS  
Maire de La Seyne-sur-Mer  
Hôtel de Ville  
20 Quai Saturnin Fabre  
CS 60226  
83507 – La Seyne-sur-Mer Cedex

Madame le Maire,

J'accuse réception de votre demande du 23 mai 2024 relative à la mise à disposition du kiosque Est, sis Parc Braudel, afin de stocker du matériel dans le cadre de la mise en place d'un bassin flottant dédié à la continuité de l'apprentissage de la natation aux enfants scolarisés sur le territoire seynois.

Dans le cadre de ce projet, et afin de répondre à un besoin de stockage de matériel pédagogique nécessaire à l'apprentissage de la natation, j'ai le plaisir de vous confirmer par la présente mon accord concernant cette mise à disposition.

Le Service Gestion Immobilière vous proposera sous peu une convention de mise à disposition relative à cette occupation.

Je vous prie de croire, Madame le Maire, à l'assurance de mes sentiments les meilleurs.



**Jean-Pierre GIRAN**

Président de Toulon Provence Méditerranée

